

COMMUNIQUÉ

Les salariés attendent des précisions M. le Président !

Au lendemain de l'intervention du Président de la République, les salariés et notre organisation syndicale restent très interrogatifs sur la suite de cette crise COVID-19.

En effet, au-delà du discours gouvernemental plutôt flou, les déclarations présidentielles laissent songeur et portent à questions et doutes.

D'un côté on nous parle de confinement jusqu'au 11 mai (dans 1 mois) pour ne contaminer personne et ne pas mettre en danger notre famille voire même l'ensemble de la population, et de l'autre on nous incite à retourner au travail pour relancer l'économie...

Que doit-on donc entendre par là ? Peut-on sortir pour aller travailler ? Ou pas ?
Peut-on rencontrer d'autres personnes (au travail et dans les transports) ? Ou pas ?

Il serait temps que le gouvernement clarifie sa position afin d'éviter les initiatives malheureuses de quelques entreprises ou grands groupes avides de reprises et de bénéfices pour leurs actionnaires !

Idem pour l'école, on va faire reprendre les crèches, le primaire, les collèges et lycées mais pas l'enseignement supérieur ! Les étudiants étant pourtant les plus à même de respecter et comprendre les mesures barrières et plus enclin à respecter les distances...C'est à ne rien y comprendre !

Au final, le but ne serait-il pas de renvoyer au travail dès le 11 mai tous les salariés qui gardent leurs enfants à la maison ?

On ne peut également qu'être surpris par un si petit nombre d'annonces concrètes.

Pour les patrons tout va bien !

- rien sur le temps de travail,
- rien sur les congés,
- rien sur les dividendes,
- rien sur la possibilité de licencier en période de COVID-19,
- rien sur les obligations sanitaires

Pour les salariés même topo :

- Rien sur les mesures de protection obligatoires,
- rien sur une définition des secteurs professionnels indispensables,
- rien sur l'interdiction des licenciements,
- rien sur les dérogations au code du travail...

En résumé ayez confiance, tout va bien et on veille sur vous !

Pour la FEC FO, trop de grands principes, trop de blablas et pas assez d'annonces concrètes, comme les suites du grand débat:

- Quels sont les mesures de protections obligatoires dans l'entreprise et durant le trajet afin d'éviter tout risque ?
- Quels sont les secteurs indispensables ?
- Quand les licenciements seront-ils interdits ?
- Quand les dividendes seront-ils neutralisés ?
- Quand les salaires seront-ils garantis à 100% pour les salariés et non pas uniquement pour l'employeur ?
- Les exonérations de cotisations sociales-annoncées seront-elles compensées par l'état ?
- Le gouvernement retirera-t-il la réforme des retraites comme nous lui demandons ? En cette période terrible, la réforme des retraites doit être retirée et non uniquement repoussée à septembre !
- Idem pour l'Assurance chômage, il ne suffit pas de la suspendre, il faut l'abandonner !
- Quant aux salaires, s'il est bon de féliciter les personnels en première ligne « *que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal* », il est urgent d'annoncer une revalorisation des salaires car la reconnaissance passe par la fiche de paye.

Pour terminer, pourquoi ne pas avoir eu de réaction aux déclarations du Medef sur la remise en cause du code du travail, des conventions collectives et des accords d'entreprises ? Il est nécessaire de retirer les ordonnances dérogeant au code du travail et conforter ce même code du travail ainsi que les conventions collectives, accords de branches ou accords d'entreprises.

Pour la FEC FO et ses militants, l'épidémie de COVID-19 ne doit pas être l'occasion de remettre en cause les droits des salariés.

L'épidémie de coronavirus prouve bien l'importance de notre modèle social et du modèle républicain dont nous sommes dépositaire et à l'origine. Aujourd'hui l'accès aux soins, la retraite, l'assurance chômage, l'enseignement, la justice permettent à bon nombre de survivre. Nous devons donc défendre notre système social basé sur la solidarité, le pérenniser et même l'améliorer afin de surmonter cette crise et ses conséquences !

Résister Revendiquer et Conquérir est dans notre ADN, les militants de la FEC FO sont donc prêts à vous représenter et défendre notre model social.

Nous interviendrons donc pour faire préciser les annonces présidentielles afin d'éviter une catastrophe sociale.

Paris, le 14 avril 2020

Contact : Sébastien BUSIRIS, Secrétaire général de la FEC et membre de la CE confédérale - 06.73.24.91.19

Fédération des Employés et Cadres Force Ouvrière - 54 rue d'Hauteville - 75010 PARIS

Téléphone : 01.48.01.91.90 - Fax : 01.48.01.91.92 - Courriel : secretariat@fecfo.fr - Web : www.fecfo.fr